

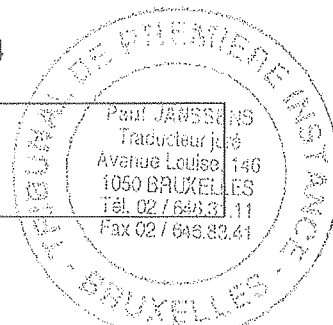
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE À BRUXELLES

AUDIENCE PUBLIQUE EN RÉFÉRÉ DU 14 MAI 2004

N° 06/13792/A rôle des référés

Annexes : 1 assignation

4 conclusions



En cause de :

La société civile sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée AUVIBEL, ayant son siège à 1000 Bruxelles, Rue Vilain XIII, 53-55, BCE n° 0453.673.458.

LA PARTIE DEMANDERESSE

Représentée par Me Hans GILLIAM, Me Pierre DE BANDT et Me Leen GOOSSENS, avocats (1050 Bruxelles, Avenue Louise, 99)

Contre :

La S.A.R.L. , société de droit étranger, ayant son siège social au Grand-Duché de Luxembourg,

LA PARTIE DEFENDERESSE

Représentée par Me , loco Me avocat (8000 Bruges,).

Dans cette cause, il est conclu et plaidé en néerlandais à l'audience publique du 23 avril 2007.

Après délibéré, le président du tribunal de première instance de Bruxelles rend le jugement suivant :

Vu :

- l'assignation signifiée par exploit de Maître Hilda De Mets loco Maître Brigitte Van Horenbeeck, huissier de justice de résidence à 1180 Uccle, le 25 octobre 2006 ;
- les conclusions de la partie demanderesse déposées au greffe le 5 février 2007 et les conclusions de synthèse déposées au greffe le 19 mars 2007 ;
- les 2 conclusions de la partie défenderesse déposées au greffe respectivement le 5 janvier 2007 et le 26 février 2007 ;

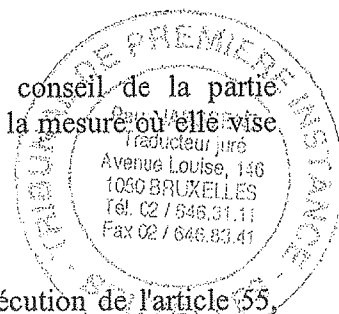
Entendu en leurs plaidoiries les conseils des parties ;

1. Objet de la demande

La demande que la partie demanderesse, en application de l'article 87 § 1 de la loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins, dirige contre la partie défenderesse tend à :

- (1) constater que la partie défenderesse, en proposant à la vente ou en vendant à des consommateurs finals établis en Belgique des supports qui peuvent être utilisés pour la reproduction d'œuvres sonores et audiovisuelles, sans en avoir fait déclaration en temps utile auprès de la partie demanderesse et sans avoir payé la rémunération pour la copie pour usage privé, porte atteinte à l'article 55 de la loi sur les Auteurs et donc,
- (2) ordonner la cessation de l'infraction sous peine d'une astreinte de 10.000 EUR par infraction, ou si le montant de la rémunération due pour les transactions pour lesquelles aucune déclaration en temps utile et correcte n'a été faite est plus élevé, deux fois le montant de la rémunération due, dans l'un ou l'autre cas par jour où l'infraction perdure,
- (3) conformément l'article 87 § 1, alinéa 6 de la loi précitée, ordonner l'insertion du jugement aux frais de la partie défenderesse dans deux périodiques au choix de la partie demanderesse,
- (4) déclarer le jugement exécutoire par provision nonobstant tout recours et sans caution ni cantonnement,
- (5) condamner la partie défenderesse aux dépens de la procédure, y compris les indemnités de procédure.

A l'audience du 23 avril où la cause a été prise en délibéré, le conseil de la partie demanderesse a déclaré que sa cliente ne réclame plus son action dans la mesure où elle vise la possibilité d'exclure la possibilité de caution et de cantonnement.



2. Les faits

2.1 – La partie demanderesse est une société de gestion créée en exécution de l'article 55, alinéa 5 de la loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins, chargée de la perception et de la distribution des rémunérations pour la reproduction pour usage privé qui est due lors de la vente de supports qui peuvent être utilisés pour la reproductions d'œuvres sonores et audiovisuelles.

La partie défenderesse vend sur son site internet des supports pour la reproduction d'œuvre sonores et audiovisuelles (tels que des CD, des DVD, ...) notamment à des consommateurs finals établis en Belgique. La partie défenderesse fait appel à un transporteur pour livrer les marchandises en Belgique.

La partie défenderesse ne nie pas qu'elle ne fait aucune déclaration à la partie demanderesse de vente de supports vierges à des consommateurs finals belges et qu'elle ne paie aucune rémunération, dont la perception par la partie demanderesse doit avoir lieu conformément à l'article 55 de la loi précitée du 30 juin 1994.

2.2 – Le 28 mars 2006 et le 2 mai 2006, la partie demanderesse a adressé une mise en demeure à l'adresse de la partie défenderesse dans laquelle elle la somme de déclarer les supports vierges qui sont vendus aux consommateurs finals résidant en Belgique.

La partie défenderesse refuse de faire toute déclaration et refuse le paiement de toute rémunération.

2.3 Le 25 octobre 2006, la partie demanderesse a assigné la partie défenderesse avec la réclamation telle que décrite ci-dessus.

La partie défenderesse conclut en ordre principal à l'incompétence territoriale et matérielle du président du tribunal de première instance de Bruxelles siégeant en référé. Accessoirement, elle demande de déclarer l'action recevable mais non fondée.

3. En droit

3.1 Compétence

La partie défenderesse fait valoir que l'action ne vise pas la protection des droits de propriété intellectuelle. Elle argue que pour ces raisons, les conditions telles que visées à l'article 86 du Code DPI ne sont pas remplies de sorte que le juge belge est territorialement incompétent pour prendre connaissance de l'action. La partie défenderesse argue également que vu le fait que l'action ne vise pas la protection des droits de propriété intellectuelle, les conditions telles que visées à l'article 87 de la loi sur les auteurs précitée ne sont pas remplies et conclut donc à l'incompétence matérielle du président du tribunal de première instance de Bruxelles.

L'article 86 du Code DPI stipule que les juges belges sont compétents pour prendre connaissance des actions relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle, si l'action concerne une protection limitée au territoire belge.

L'article 87 § 1 de la loi sur les auteurs prévoit que c'est le président du tribunal qui, siégeant comme en référé, constate l'existence d'une infraction aux droits d'auteur ou à un droit voisin et ordonne que fin soit mise à cette infraction.

La partie demanderesse est confortée dans son point de vue par le fait que le droit à une rémunération pour la copie privée, tel que prévu dans l'article 55, alinéa 1 de la loi sur les auteurs, est à considérer comme étant un droit d'auteur ou un droit voisin.

L'action qu'elle intente en l'espèce contre la partie défenderesse et qui tend à entendre ordonner l'arrêt de l'offre et/ou de la vente par la partie défenderesse de supports vierges à des consommateurs finals établis en Belgique, sans en faire déclaration préalable et payer la rémunération pour la copie pour usage privé, est une action relative à la protection des droits de propriété intellectuelle telle que décrite tant dans l'article 86 du Code IPR et fait donc partie de la compétence des juges belges.

L'action tend à entendre constater l'existence d'une infraction aux droits d'auteur ou à un droit voisin et à en entendre ordonner la cessation et fait donc partie sur la base de l'article 87 § 1 de la loi sur les auteurs de la compétence du président du tribunal, siégeant comme en référé.

Les déclinatoires de compétence invoqués par la partie demanderesse sont non fondés.

3.2 – Concernant les infractions à l'encontre de l'article 55 de la loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins

La partie demanderesse se base sur l'article 55 de la loi du 30 juin 1994 et sur l'article 1, 8° de l'A.R. du 28 mars 1996 relatif au droit à rémunération pour copie privée des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes et d'œuvres audiovisuelles pour établir que la partie défenderesse qui s'occupe de la vente intracommunautaire de supports qui sont utilisés pour la reproduction d'œuvres sonores et

audiovisuelles doit payer ses rémunérations. Elle demande au tribunal de constater que le refus de la partie défenderesse de payer la rémunération constitue une infraction à l'encontre de l'article 55 de la loi précitée du 30 juin 1994, d'ordonner la cessation de cette infraction sous peine d'une astreinte et d'ordonner à la partie défenderesse de publier le présent jugement à ses frais.

La partie défenderesse insiste sur le fait qu'elle s'adresse aux consommateurs finals de l'UE et donc pas exclusivement aux clients belges. Elle fait valoir que la partie demanderesse ne présente aucune preuve de ventes qui ont été effectivement conclues et qu'il ne peut lui être reproché de proposer des marchandises à la vente. Etant donné que la fourniture des produits vendus en Belgique est assurée par un transporteur, elle conteste être un vendeur intracommunautaire ou un importateur dans le sens de l'A.R. du 28 mars 1996.

*

L'article 55 de la loi précitée stipule que les auteurs, les artistes exécutants et les producteurs de phonogrammes et d'œuvres audiovisuelles ont le droit à une rémunération pour la reproduction privée de leurs œuvres ou prestations.

La rémunération est versée par le fabricant, l'importateur ou l'acquéreur intracommunautaire de supports utilisables pour la reproduction d'œuvres sonores et audiovisuelles ou d'appareils permettant cette reproduction lors de la mise en circulation sur le territoire national de ces supports et de ces appareils (article 55, alinéa 2 de la loi précitée).

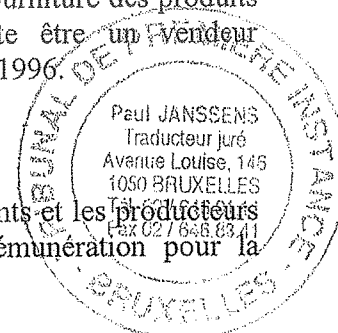
L'A.R. précité du 28 mars 1996 relatif au droit à rémunération pour copie privée des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes et d'œuvres audiovisuelles décrit notamment le concept d'acquéreur intracommunautaire.

Un acquéreur intracommunautaire est une personne qui procède à un achat intracommunautaire. Un achat intracommunautaire est décrit dans l'article 1, 7° de l'A.R. précité comme étant l'entrée sur le territoire national d'un ou plusieurs supports en provenance d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

Le Rapport au Roi accompagnant l'A.R. publié au Moniteur belge à la même date que l'A.R. stipule que toute personne qui effectue des actes matériels en exécution d'une convention de vente doit être considérée comme étant un acquéreur intracommunautaire à partir du territoire national, tel que décrit dans l'A.R.

Conformément à l'article 3 de l'A.R. précité du 28 mars 1996, la rémunération pour copie privée est due au moment de la mise en circulation du support sur le territoire national, qui a lieu lorsqu'un ou plusieurs supports sont mis à la disposition des consommateurs finals.

Il ressort des pièces présentées par la partie demanderesse que, depuis son siège social au Luxembourg par le biais de son site internet, la partie défenderesse s'adresse explicitement aux consommateurs finals auxquels elle propose à la vente des supports vierges pour la reproduction privée de leurs œuvres et prestations. Elle indique sur son site internet que la livraison en Belgique est possible grâce à un transporteur, facturant des frais d'envoi vers la Belgique.



Il est estimé à l'aide des pièces déposées par la partie demanderesse qu'il est clairement établi que la partie défenderesse met à la disposition de consommateurs finals belges des supports vierges destinés à la reproduction privée et pose des actes matériels en exécution de conventions de vente.

La partie défenderesse est donc considérée comme un acquéreur intracommunautaire tant dans le sens de l'article 1 de l'A.R. précité du 28 mars 1996 que dans le sens de l'article 55 de la loi précitée du 30 juin 1994.

Le fait que la partie défenderesse effectue elle-même des actes matériels pour le transport de marchandises qu'elle vend en violation de l'article 55 de la loi précitée sans en faire déclaration et sans payer une rémunération, mais fait appel à un transporteur pour la pose de ces actes, n'est pas pertinent pour l'appréciation de la question de savoir si la partie défenderesse doit être considérée comme étant un vendeur intracommunautaire.

Le refus de la partie défenderesse de faire déclaration des supports vierges vendus et du paiement de la rémunération due constitue une infraction de l'article 55 de la loi précitée du 30 juin 1994.

3.3 – Concernant la portée de l'ordre de cessation et des mesures réclamées

La partie demanderesse est parvenue à prouver que la partie défenderesse commet une infraction de l'article 55 de la loi sur les auteurs.

L'action de la partie demanderesse sub (1) est par conséquent fondée.

La cessation de l'infraction est ordonnée immédiatement. L'astreinte réclamée n'est attribuée que partiellement, à concurrence de 2.000 EUR par infraction.

Il est opportun d'ordonner la publication du dispositif du présent jugement dans deux revues professionnelles au choix de la partie demanderesse aux frais des parties défenderesses.

Les actions sub (2) et sub (3) sont dès lors également fondées pour ces raisons.

Le jugement est exécutoire de plein droit par provision (4). Le conseil de la partie demanderesse plaide à l'audience du 23 avril 2007 que sa cliente ne réclame plus son action dans la mesure où elle vise la possibilité d'exclure la possibilité de caution et de cantonnement. L'action ne doit donc plus être instruite sur ce point.

PAR CES MOTIFS,

Nous, ROBIJNS A., juge désigné pour remplacer le Président du Tribunal de Première Instance siégeant à Bruxelles ;

Assisté par MELIS E., greffier ;

Vu la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire ;

Statuant contradictoirement,



Déclarons la demande recevable et fondée dans la mesure ci-après,

Constatons que la partie défenderesse en proposant à la vente et/ou en vendant des supports qui peuvent être utilisés pour la reproduction d'œuvres sonores et audiovisuelles, sans en faire déclaration en temps utile auprès de la partie demanderesse et sans payer la rémunération pour la copie privée, enfreint l'article 55 de la loi sur les Auteurs,

Ordonnons la cessation de l'infraction sous peine d'une astreint de 2.000 EUR par infraction, ou si le montant de la rémunération due pour les transactions pour lesquelles aucune déclaration en temps utile et correcte n'a été faite est plus élevé, deux fois le montant de la rémunération due, dans l'un ou l'autre cas par jour où l'infraction perdure,

Autorisons la partie demanderesse à publier le présent jugement dans deux revues professionnelles, les frais de publication devant être supportés par la partie défenderesse,

Condamnons la partie défenderesse au paiement des dépens, dans le chef de la partie demanderesse liquidés à 757,12 EUR + 121,47 EUR et dans le chef de la partie défenderesse liquidés à 121,47 EUR.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 14 mai 2007.

(signature)
Melis E.

(signature)
Robijns A.

